

DURCISSEMENT DES POLITIQUES MIGRATOIRES : *Propositions de solutions*



Individuelle :

Se rapprocher des collectifs de soutien pour discuter de sa situation et être moins seul·e durant toute la période d'attente de solutions stables.

Ex. : La voix des Sans Papiers, Le collectif des femmes sans papiers.

Collective :

Faire une interpellation citoyenne pendant un conseil communal pour dénoncer de nouvelles mesures politiques.

Ex. : Le Collectif Liégeois de la Voix des Sans Papiers dénonce au conseil communal de Liège les visites domiciliaires et les arrestations qui s'en suivent.

Occuper des lieux vides pour se trouver un logement et visibiliser ses conditions de vie difficiles.

Ex. : À Bruxelles, les Femmes Sans Papiers occupent plusieurs bâtiments vides.

Faire une grève de la faim pour demander des régularisations

Ex. : En 2021, à l'Eglise du Béguinage.

Structurelle :

Demander la mise en place de lois pour une régularisation massive des personnes sans papiers. Une des demandes des personnes concernées est que l'intégration des personnes dans la société belge soit reconnue comme un critère pour obtenir des papiers.

Ex. : En Belgique il y a eu 3 régularisations massives mais ponctuelles de personnes sans-papiers (1974, 1999, 2009).

MOINS D'ARGENT POUR LES SERVICES PUBLICS : *Propositions de solutions*



Individuelle :

Déposer une annonce dans son immeuble ou dans un commerce du quartier pour demander l'appui d'un·e voisin·e ou d'une connaissance, ayant plus de facilité avec les nouvelles technologies utilisées dans les communes.

Ex : MyMinfin pour beaucoup de démarches.

Collective :

Se rapprocher de collectifs qui soutiennent les personnes dans leurs démarches administratives.

Ex. : le Projet AJAQ de Naast Monique.

Se mobiliser collectivement pour dénoncer le manque de moyens.

Ex. : en Belgique, des actions files géantes devant des CPAS, une manifestation nationale le 13 février 2025 regroupant 100 000 personnes pour s'opposer aux coupes budgétaires dans les services publics.

Structurelle :

Avoir des lois qui limitent la privatisation des services publics. Demander la mise en place d'une fiscalité amenant plus d'argent aux services publics en taxant plus les bénéfices des grosses entreprises et des plus riches.

Ex. : en Espagne, fin 2022 un nouvel impôt sur la fortune est voté et mis en place.

NUMÉRISATION DE LA SOCIÉTÉ ET EXCLUSION : *Propositions de solutions*



Individuelle :

Demander de l'aide auprès de personnes à l'aise avec le numérique, essayer de se former pour développer progressivement des compétences numériques.

Collective :

Interpeller les politiques sur ce problème et exiger la mise en place d'un service « humain » minimum et adapté pour tout le monde.

Ex. : de nombreuses mobilisations organisées par l'asbl Lire et Ecrire contre l'ordonnance numérique bruxelloise.

Soutenir les associations proposant des formations sur le numérique accessibles à toutes.

Structurelle :

Garantir légalement qu'aucune démarche pour accéder à des services publics et privés ne soit exclusivement numérique.

Ex. : Demande portée par Unia et le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale.

Former tout le personnel public à l'inclusion numérique pour essayer au maximum de ne laisser aucun·e citoyen·ne en marge du numérique.

Ex. : Formation Connectoo en ligne proposée par le SPF Stratégie et Appui.

FERMETURE DES COMMERCES DE QUARTIER : *Propositions de solutions*



Individuelle :

Continuer de fréquenter les commerces de proximité, les marchés et ne pas hésiter à en parler autour de soi.

Collective :

Des communes soutiennent l'arrivée de commerces de proximité en proposant des locaux à petits loyers ou en finançant elles-mêmes des rénovations.
Soutenir des projets commerciaux collectifs en créant des groupes de consommateur·ices.

Ex. : Epicerie Bloum à Forest, Groupement d'achats Vrac. Ces projets arrivent à avoir des produits de qualité moins cher qu'ailleurs grâce aux achats en gros.

Des habitant·es ont créé un magazine sur leur attachement aux commerces de proximité de leur quartier.

Ex. : Fanzine Lobby des Epiceries.

Structurelle :

Soutenir les petits commerces en limitant l'arrivée des magasins franchisés de la distribution.

Avoir une politique commerciale mieux pensée sur les territoires qui s'engagent à conserver des centre-villes dynamiques garantissant un nombre minimum de commerces.

DE PLUS EN PLUS DE MAMANS SOLO : *Propositions de solutions*



Individuelle :

Communiquer autour de la difficulté de sa situation et demander, si possible, du soutien aux personnes de son entourage.

Collective :

Découvrir et fréquenter les associations en soutien aux parents solo comme la maison des parents solo, l'asbl Maman SoloETop, Projet Pouce-Pousse. Ces lieux apportent du soutien dans des démarches administratives (par ex pour un logement) et également des temps de loisirs solo avec garde des enfants prévus. Rencontrer d'autres parents solo peut permettre de penser des revendications collectives. Il existe également des projets d'habitat collectifs avec plusieurs familles monoparentales.

Ex. Facebook Colocation Parents Solos Belgique

Structurelle :

Rendre les droits sociaux automatiques pour lutter contre le non-recours au droit des parents solo.

Penser aux spécificités de ce statut dans toutes les politiques.

Développer les crèches, garderies publiques avec des prix liés aux revenus des personnes.

Lutter contre les inégalités de genre dans la société.

PRÉCARISATION DE LA SOCIÉTÉ : *Propositions de solutions*



Individuelle :

Faire valoir ses droits en ayant recours à des aides juridiques et sociales associatives.

Développer et entretenir des liens de solidarité avec ses voisin·es, commerçant·es et associations locales.

Collective :

S'organiser en comité de quartier, en unions ou en syndicats pour partager les réalités de vie mais aussi les astuces pour déjouer les mécanismes de précarisation.

Participer à des réunions politiques (conseils communaux par exemple) pour se faire entendre ou à des actions directes pour empêcher des projets qui précarisent encore plus les personnes.

Ex. : la lutte des travailleur·euses de l'usine Audi de Forest (Bruxelles) pour dénoncer le plan de licenciement de l'usine qui délocalise au Mexique.

Structurelle :

Lutter contre l'évasion, la fraude et l'optimisation fiscales. Imposer une globalisation des revenus pour taxer plus les impôts liés au capital. Mettre en place un impôt sur les patrimoines et sur les grandes fortunes en supprimer le secret bancaire afin de connaître les revenus et la fortune des personnes. Rendre réelle la progressivité de l'impôt afin que tout le monde contribue de manière équitable.

AGGRAVATION DES DISCRIMINATIONS : *Propositions de solutions*



Individuelle :

Parler et dénoncer les discriminations vécues ou en tant que témoin.

Ex. : Unia ou l'Institut pour l'égalité entre hommes et femmes peuvent conseiller la ou les personnes victimes, voire poursuivre en justice l'agresseur·euse. Les signalements permettent d'avoir des chiffres sur les discriminations dans la société et sur les groupes de personnes les plus visés.

Collective :

Promouvoir des cadres et environnements inclusifs dans tous les domaines de la vie. Que ce soit à l'école, au travail, dans les services publics, sur les réseaux sociaux etc., de nombreuses personnes se forment sur les questions de race, de classe et de genre et s'organisent pour sortir des mécanismes discriminatoires qui font partie de notre culture et de notre histoire.

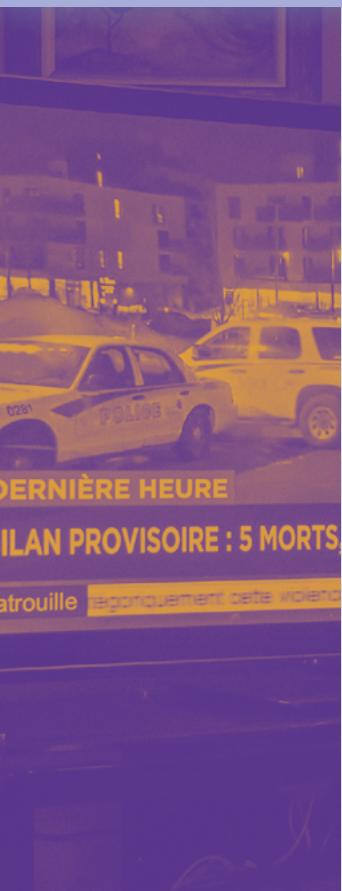
Ex. : « Histoire crêpues », « Culture dorée », « Sans blanc de rien » et « Bruxelles Panthères » sont des médias qui parlent des systèmes de domination et visibilisent des discours et vécus très peu entendus dans les médias traditionnels.

Structurelle :

Mettre en œuvre un plan intergouvernemental d'action et de prévention contre les systèmes de domination qui font perdurer les discriminations.

Au niveau politique et médiatique, criminaliser les discours racistes, sexistes, LGBTphobes, etc. et rendre obligatoire, l'apprentissage de l'histoire coloniale belge et européenne d'un point de vue antiraciste comme ce qui a été fait avec le guide EVRAS.

MÉDIATISATION DE L'INSÉCURITÉ : *Propositions de solutions*



Individuelle :

Sélectionner ses sources, vérifier les contenus visuels et développer son regard critique sur les contenus des médias.

Contrôler son temps d'exposition aux informations.

Ex. : l'application ScreenZen propose de bloquer le temps passé sur les réseaux sociaux.

Collective :

Croiser différentes sources d'informations.

Ex. : Le projet « Médiatisse ton quartier » porté par le Centre culturel de Seraing et l'asbl Média animation. Les habitant·es sont allé·es récolter des anecdotes et des témoignages pour faire une carte sonore. L'objectif est de montrer le quartier sous une image positive qui donne envie aux habitant·es de se rencontrer.

Structurelle :

Soutenir les instances de régulation actives dans l'éducation aux médias.

Ex. : Le CSEM (Conseil Supérieur de l'Éducation aux Médias) travaille sur les liens de confiance entre journalistes, médias et grand public.

Continuer de subventionner les médias publics dont les objectifs sont différents des chaînes privées.

Veiller à l'indépendance des médias pour assurer une pluralité des points de vue.

Garantir des bonnes conditions de travail aux journalistes pour avoir des informations de qualité.

MOBILITÉ ET TRANSPORT PUBLIC : *Propositions de solutions*

Individuelle :

Les communes, les mutuelles ou des associations peuvent proposer des services centrés sur la mobilité. Il existe des taxis sociaux, des dispositifs de co-voiturage, le transport organisés pour accéder à un milieu de soin... Pour soutenir la solidarité dans la mobilité il est possible de faire du stop et/ou de prendre des auto-stoppeur·euses. Des communes soutiennent ces pratiques et mettent des panneaux spécifiques pour les sécuriser.

Collective :

Des associations se mobilisent pour revendiquer un meilleur service de transport collectif, et le rendre plus en adéquation avec les besoins des personnes.

Ex. : navetteurs.be interpellent régulièrement les pouvoirs publics pour améliorer la ponctualité des trains ou pour dénoncer les prix trop élevés de la SNCB.

Le collectif de citoyens de Sombreffe « Mobilisés pour notre mobilité » demandait plus de bus le week-end et le soir.

Structurelle :

Pour une meilleure couverture territoriale et horaires des transports publics (du bus et du train) et désenclaver certains territoires, les gouvernements doivent réinvestir massivement dans les transports publics et penser la mobilité comme un droit et non un privilège. Dans certains endroits avoir une voiture est aujourd’hui indispensable, les gouvernements doivent soutenir l'accès pour toutes au permis de conduire (cf Memorandum Mobilité inclusive).

ÊTRE TOUJOURS PLUS PRODUCTIF·VE AU TRAVAIL : *Propositions de solutions*



Individuelle :

En cas de difficultés solliciter les personnes dont la mission est liée à de la prévention et protection au travail.

Ex. : Selon la loi belge chaque entreprise doit avoir des conseiller·ères en prévention « aspects psychosociaux » pour écouter et intervenir en cas de mal-être au travail.

Collective :

Les organisations syndicales soutiennent les travailleurs et travailleuses affiliées. Elles interviennent à différentes échelles pour défendre et améliorer leurs conditions de travail. La délégation syndicale qui représente les travailleurs et travailleuses au sein des entreprises peut se mobiliser en cas de management toxique ou de relations au travail insatisfaisantes.

Ex. : La FGTB, la CSC, etc.

Politique :

Les pouvoirs publics doivent assurer à chacun·e des possibilités d'emploi de qualité (rémunérations et conditions de travail satisfaisantes) et la sécurité de l'emploi afin d'éviter la mise en concurrence des travailleurs et travailleuses.